



DÉCLARATION DES FORCES VIVES DE GUINÉE (FVG)

L'heure est grave en République de Guinée. Depuis le coup d'État du 5 septembre 2021, une junte militaire a pris le contrôle de l'appareil d'État, gouvernant sans aucune perspective de retour à l'ordre constitutionnel démocratique.

Les Forces Vives de Guinée constatent que ce régime illégitime viole systématiquement ses engagements ainsi que la Charte qu'il a lui-même élaborée pour encadrer la Transition, plongeant ainsi le pays dans une situation chaotique et dramatique sur les plans politique, économique, sécuritaire et social.

Les Forces Vives de Guinée rappellent que la junte s'était pourtant engagée à restaurer l'ordre constitutionnel, à mettre fin à la mauvaise gouvernance, à l'instrumentalisation de la justice, et à garantir l'exercice des libertés publiques ainsi que le respect des droits de l'homme. Ces promesses, saluées par la population et la communauté internationale, ont été rapidement trahies. Non seulement la Transition s'éternise et la gouvernance se détériore, mais le régime a également aggravé les pratiques liberticides, se livrant à une instrumentalisation flagrante de la justice et à des violations massives des droits humains.

Une trahison particulièrement grave réside dans la candidature désormais quasi-certaine du chef de la junte, Mamadi Doumbouya, à la future élection présidentielle, bien qu'il ait juré devant la nation et la communauté internationale qu'aucun membre des organes de la Transition ne se présenterait aux élections.

Les Forces Vives de Guinée dénoncent cette trahison flagrante de son serment, qui met en péril la stabilité du pays et de la région. Si Mamadi Doumbouya commet ce parjure et confisque le pouvoir par une mascarade électorale, cela enverra un signal dangereux aux autres chefs de junte de la sous-région, les encourageant à se maintenir au pouvoir de la même manière. **Cela contribuerait à faire des armes, et non des urnes, le principal moyen de conquête et de conservation du pouvoir dans la sous-région.**

Les Forces Vives de Guinée observent qu'après trois ans de pouvoir autoritaire, toutes les libertés publiques sont confisquées, les partis politiques et les organisations de la société civile n'ont plus la possibilité d'exercer leurs activités, tandis que les médias indépendants sont réprimés, avec des fermetures de stations de radio et de télévision critiques envers la junte. Les journalistes et militants subissent des poursuites judiciaires abusives, et l'accès à Internet est régulièrement restreint. La liberté d'expression est systématiquement criminalisée. À titre d'exemple, plusieurs radios, dont Espace FM, FIM FM et Djoma FM, ont été arbitrairement fermées, privant ainsi le peuple guinéen de sa voix et détruisant des emplois précieux.

Les droits de l'homme régressent sous une insécurité permanente. La justice est instrumentalisée à des fins politiques, comme en témoignent les arrestations arbitraires, les détentions prolongées sans procès et les disparitions forcées.

Les Forces Vives de Guinée soulignent que parmi ces victimes, se trouvent des personnalités de la société civile, telles que Foniké Mengué et Billo Bah, portés disparus après leur arrestation par les forces de sécurité.

La répression violente des manifestations pacifiques est une autre marque de fabrique de la junte.

Les Forces Vives de Guinée condamnent fermement l'interdiction systématique des manifestations **et la mort de 63 jeunes Guinéens tués par les forces de sécurité lors de rassemblements pacifiques.** Cette répression sanglante ne fait qu'amplifier la frustration et la colère populaire.

Sur le plan économique, les Forces Vives de Guinée constatent que la paupérisation des citoyens s'aggrave dans un contexte de crise exacerbée par la hausse du coût de la vie, l'accès limité à l'eau potable, à l'électricité et aux produits de première nécessité. L'absence de transparence dans la gestion des ressources publiques, notamment des revenus miniers, ainsi que le pillage des deniers publics par les dirigeants, ont accentué la misère du peuple. Les autorités actuelles utilisent les ressources de l'État pour s'enrichir et enrichir leurs proches, tout en négligeant les services essentiels comme la santé et l'éducation.

Face à ce sombre tableau, les Forces Vives de Guinée lancent un appel solennel à l'unité d'action et à la mobilisation de toutes les forces vives de la nation, civiles et militaires, pour exiger le départ de la junte et la mise en place d'une transition civile au plus tard le 1er janvier 2025.

Les Forces Vives de Guinée s'adressent aux jeunes de Guinée : vous êtes l'avenir de notre pays. Vos rêves et vos ambitions sont étouffés par ce régime qui n'a aucune considération pour vos droits et libertés. Vous ne devez plus être sacrifiés sur l'autel des ambitions d'un petit groupe d'individus.

Aux femmes de Guinée, les Forces Vives de Guinée reconnaissent que vous portez le fardeau le plus lourd de cette crise. C'est à vous qu'incombe la tâche de nourrir, soigner et éduquer vos enfants dans des conditions de plus en plus insoutenables. Ne souffrez plus en silence.

Aux forces armées, les Forces Vives de Guinée vous rappellent que votre rôle est de protéger la nation, non de servir les intérêts personnels d'un groupe ou d'un homme. Refuser de soutenir l'abus de pouvoir est un acte de loyauté envers la Patrie.

Ensemble, nous pouvons surmonter la crise que nous traversons, reconquérir nos droits et libertés, y compris ceux de choisir nos dirigeants, et retrouver la voie de l'unité et de la prospérité.

Conakry, le 12 novembre 2024

Les Forces Vives de Guinée (FVG)